

Rouen Mercredi 2 Mars 2005

Rencontre-témoignage avec M.G. Buffe

# Pour que le NON majoritaire dans le pays devienne majoritaire dans les urnes



par  
**Christian Cuvilliez**  
coordinateur de la  
campagne pour le  
NON au référendum  
PCF  
Seine-Maritime

**L**e NON est majoritaire dans le pays. Il s'agit du refus qui condamne de plus en plus fort des conditions de vie de plus en plus difficiles et pour de plus en plus de monde.

Le NON que portent en eux les gens se nourrit du chômage, de la vie chère, du démantèlement de nos systèmes de protection sociale, retraites, assurances maladie, de la déconstruction de l'Education Nationale et de la Recherche scientifique.

Depuis que le traité de Maastricht a scellé entre les 15 états (à l'époque) de l'Union européenne, un pacte de libre échange pour doper l'économie de marché, favoriser les croissances financières et les rémunérations de capitaux - en laissant accessoirement ou subsidiairement le progrès social s'accommoder de ce mouvement - on a vu comment le capital, ou plutôt les capitalistes, ont pris le pas, ou plutôt leur profit, sur le travail, ou plutôt sur les travailleurs.

Aucun Gouvernement de droite en Europe - et les instances européennes actuelles encore moins - n'a corrigé la tendance pour donner au domaine social (santé, éducation, retraites) sinon l'entière priorité, du moins une juste part des politiques menées.

Aucun Gouvernement de la gauche n'a réussi à contrarier vraiment ces choix déséquilibrés, creusant des fractures ouvertes dans la société.

A qui veut-on faire croire qu'un Oui de gauche peut contribuer en accord avec CHIRAC et BERLUSCONI à établir une Europe simultanément

ment sociale et libérale ? Il suffit de regarder que font BLAIR, ZAPATERO et SCHROEDER dans leurs pays respectifs pour comprendre que cette prétendue gauche là est en rupture avec son électorat et en porte à faux avec sa population. Ce qui est libéral s'oppose systématiquement dans les faits à ce qui est soc

Accepter l'architecture globale, irréversible d'une Constitution européenne qui établit la société de marché sur le modèle de l'économie de marché, c'est renoncer à vouloir porter la France dans l'Europe, une alternative de combat à gauche, en se limitant à une ambition de gestion alternée de la politique libérale européenne.

Faire que le NON majoritaire dans le pays majoritaire dans les urnes en mai ou juin prochain, c'est prévenir ces dérives du pire, ouvrir pour l'Europe et pour les Européens la possibilité de choisir d'autres formes de coopération, d'harmonisation des droits, d'ambition de développement économique et de nouvelle croissance sociale.

Le mercredi 2 mars, à la Halle aux Toiles Rouen, nous invitons les porteurs du NON de gauche à une rencontre - témoignages Marie-George BUFFET.

Ensemble, nous pèserons pour que le NON majoritaire dans le pays devienne majoritaire dans les urnes et pour que ce NON de gauche au référendum soit le ferment d'une dynamique à gauche pour les étapes ultérieures du nouveau projet politique nécessaire pour la France et pour l'Europe

## A la reconquête de pouvoir d'achat

Les grandes entreprises publient actuellement leurs comptes 2004. Les groupes français du CAC40 affichent des bénéfices record. Leur dérive financière pèse plus que jamais sur l'emploi, les salaires et les qualifications. C'est pourquoi à la suite du 5 février les syndicats appellent à une nouvelle journée de mobilisations le **10 mars** prochain;

Entre 1992 et 2004 la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a chuté, passant de 72,5% à 60,6%. La différence est évidemment allée gonfler les profits et accessoirement les salaires des PDG !

Le PDG de L'Oréal a annoncé un bénéfice net en augmentation de 143 %, pour s'établir à **3,6 milliards** d'euros. Le groupe pétrolier Total, premier groupe français pour sa capitalisation boursière (cours de l'action x nombre d'actions), annonce un bénéfice record de **9 milliards**, en hausse de 23 % par rapport à 2003, poussé par la flambée des prix du baril. Le 10 février dernier,

France Télécom affiche une réduction de sa dette de 26 milliards d'euros (qui reste tout de même à 44 milliards), et distribue 1,2 milliard d'euros aux actionnaires. Une semaine auparavant, la BNP-Paribas ouvrait le bal, avec un bénéfice net record de 4,7 milliards d'euros, soit 24 % d'augmentation par rapport à 2003, et faisait bondir le dividende de 38 %. Renault lui emboîtait le pas en publiant un résultat net de 3,55 milliards d'euros, soit une progression historique de 43 %. Son PDG, Louis Schweitzer, décide d'augmenter la rémunération des actionnaires de 29 %.

	Résultats nets	
	2004 milliards d'euros	evolution 2003/2004
Total	9	+23%
BNP Parisbas	4,7	+24,1%
L'Oréal	3,6	+143%
Renault	3,55	+55%
Arcelor	2,3	+872%
Danone	0,917	+9,3%
Schneider	0,6	+30%

A l'heure où nous mettons sous presse, la Cour d'Appel de Rouen a décidé de mettre en " délibéré " son jugement jusqu'au 18 mai. La solidarité agissante pour les libertés communales et associatives avec Christian CUVILLIEZ, ses deux anciens collaborateurs doit continuer à s'affirmer. Coupables ? NON ! Victimes ! concluait Sébastien JUMEL lors de son intervention au rassemblement devant le Palais de justice. Nous reviendrons sur ces questions.



Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:  
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)  
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir  
contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

## REPÈRES

### RETRAIT DU PROJET FILLON Pour une école de la réussite

Le projet Fillon s'inscrit dans une politique de réduction des coûts des services publics.

Les lycéens ont manifesté et de nouveaux appels à la mobilisation sont en cours. Alors que François Fillon laissait supposer une reculade sur le bac, le gouvernement est décidé à passer en urgence un projet global soumis aux contraintes de l'Europe libérale. La casse annoncée de l'école pour tous reste plus que jamais d'actualité. C'est pourquoi le Parti communiste français appelle à continuer et à accroître la mobilisation,

Si les français sont conscients que l'école a besoin de se moderniser, tous rejettent en bloc la réduction des enseignements à une peau de chagrin en forme de SMIC culturel. Le gouvernement doit entendre les Français et renoncer à sa politique de casse du service public de l'Education nationale. Les députés communistes déposeront une proposition de loi fondée sur un projet de transformation progressiste de l'Ecole. Un projet pour une école de la réussite et de l'égalité

### AERAZUR (Caudebec les Elbeuf) Trop c'est trop !

Pendant que le PDG s'octroie 31838 € de salaires par mois (+ 100% en 3 ans) les salariés sont appelés à se serrer la ceinture (1% d'augmentation générale et 1,5% au titre de l'individuelle) l'Airbag a explosé !

A l'appel de la CGT et de la CGC plus de 300 salariés ont débrayé début février, obtenant une table ronde de négociations ... à suivre



8 MARS JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

En France, en Europe, dans le monde, les femmes organisent des résistances, des ripostes pour exiger le respect de leurs droits.

Sans garantie des droits fondamentaux, il n'y a pas d'avenir pour l'Europe

## le NON féministe

Alors que les progrès technologiques permettent d'aller sur la Lune, l'égalité homme/femme n'est toujours pas reconnue.

Dans tous les Etats européens, la précarité, la flexibilité se vivent au féminin selon le bon vouloir du patronat. Le maintien des inégalités convient bien aux Chirac, Schröder, Blair et Cie, car cela permet d'imposer aux femmes des choix contraints dans leur vie personnelle, citoyenne ou encore professionnelle. Cela justifie les écarts de salaires, les écarts de situations entre les hommes et les femmes.

Le projet de traité constitutionnel ne ferait qu'aggraver toutes ces inégalités : libéralisme sauvage, concurrence entre individus, loi du marché, délocalisations d'entreprises ... tout est permis pour grossir la rentabilité financière.

Quelle égalité peut-on espérer quand la " concurrence est libre et non faussée " ? Quelle égalité peut-on partager quand le droit à l'avortement est remis en cause ? Comment s'épanouir dans une Europe où le principe de laïcité n'est pas reconnu ?

Le projet de constitution prévoit un plan de défense commune en collaboration avec l'OTAN avec pour conséquences le risque que l'Europe intervienne ou soutienne les guerres dans le monde entier. Il enjoint les états membres à contribuer davantage aux dépenses militaires. Nous avons besoin d'une Europe démilitarisée qui s'attache au réarmement social.

Le projet de constitution prépare une Europe forteresse entravant la circulation des personnes, pénalisant, excluant et rejetant les personnes immigrées dans la clandestinité.

Le projet de constitution prône le droit au mariage et à fonder une famille, mais passe sous silence – hors les violences domestiques - les violences commises à l'encontre des femmes. Marqué par le refus d'harmoniser les droits à la contraception, à l'avortement, au divorce sur les législations les plus avancées, Il est porteur de régression sociale.

Les femmes exigent la libre disposition de leur corps et le libre choix de leur orientation sexuelle. Elles veulent que les États reconnaissent la violence des hommes contre les femmes comme un problème de société et en assument le coût social

Le projet de constitution prône la reconnaissance de l'héritage religieux européen en privilégiant le dialogue avec les églises. Il contribue à exclure le principe de laïcité du cadre juridique européen.

Les femmes exigent que la laïcité soit inscrite comme un principe de base de la constitution.

L'intégration, en dernière instance de l'égalité hommes/femmes dans le chapitre des valeurs du projet de constitution ne garantit en rien l'exercice de ce droit puisque l'unanimité est requise pour adopter les mesures nécessaires « pour combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou, l'origine ethnique, la religion ou l'orientation sexuelle »

### INITIATIVES

**ROUEN :**  
PRÉSENCE RUE DU  
GROS HORLOGE LE 8  
MARS DE 17H A 19H

RASSEMBLEMENT  
CONTRE LES DISCRI-  
MINATIONS  
LE 11 MARS, 17H30  
DEVANT LE SIEGE DU  
MEDEF A ROUEN

CONTACT : MONIQUE  
LEGER 02 35 07 89 80

**LE HAVRE:**  
PRÉSENCE DEVANT  
LES COMMERCES ET  
LES UNIVERSITES

CONTACT : NADINE  
LAHOUSSEINE  
02 35 53 10 66

DIMANCHE 13 MARS :  
PAROLES DE FEMMES  
AVEC M.G. BUFFET  
ET DES INVITÉES  
EUROPEENNES  
DE 14 À 18 HEURES  
MAISON DE LA CHIMIE  
PARIS METRO ASSEM-  
BLEE NATIONALE

## LES PROPOSITIONS QUE LES COMMUNISTES SOUMETTENT AU DEBAT DES CITOYENNES AU DEBAT POUR L'EGALITE DES HOMMES ET DES FEMMES :

- ◆-Faire respecter l'exigence d'égalité ;
- ◆-" A travail égal, salaire égal " : mise en place dans chaque entreprise d'une commission chargée de contrôler l'égalité véritable des femmes face à l'embauche, aux salaires, à la promotion, au temps plein et à la formation continue ;
- ◆-Parité en politique : l'adoption d'un statut de l'élu(e), proportionnelle aux élections ; mesures réellement contraignantes pour appliquer et généraliser la loi sur la parité ;
- ◆-Egalité d'accès aux pouvoirs et aux responsabilités dans toute la société ;
- ◆-Enseigner l'histoire des femmes et du mouvement féministe ;
- ◆-Favoriser partout la mixité en s'opposant à tout ce qui divise ou sépare ;
- ◆-Garantir le droit à une maternité voulue ;
- ◆-Contraception remboursée à 100% ; programme de santé publique garantissant notamment le droit à l'IVG ;
- ◆-Lutter contre toutes les formes de violence ;
- ◆-Développer les moyens de prévention et de poursuite des violences ;
- ◆-Plan de lutte contre la marchandisation des corps et l'esclavage moderne, garantir les droits des femmes migrantes en fonction du code de la personne en France.

### REPEREES

LE SALAIRE DES FEMMES RESTE INFÉRIEUR DE 25 % À CELUI DES HOMMES.

ET LES RETRIATES DE 40% À CELLES DES HOMMES

ELLES REPRÉSENTENT 52,8% DE PERSONNES VIVANT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

80% DES EMPLOIS A TEMPS PARTIELS SONT OCCUPÉS PAR DES FEMMES.

PARTI DES 15% DE FAMILLES MONOPARENTALES 87% ONT UNE FEMME COMME CHEF DE FAMILLE.

## 700 hommes et femmes de vingt-cinq pays européens ont lancé un appel à refuser le projet de constitution

Refuser le projet de constitution européenne au nom des droits des femmes : c'est le message porté par plus de 700 hommes et femmes de 25 pays qui se sont joints à un appel féministe pour le " non ". À l'origine de l'initiative : le réseau européen Femmes et pouvoirs, né d'un atelier au Forum social de Paris-Saint-Denis en 2003. Lors de ce forum, l'assemblée européenne pour les droits des femmes s'était déjà montrée très critique à l'égard du projet de constitution fraîchement présenté par la convention. Un an plus tard, au Forum social de Londres, le réseau lançait " l'initiative féministe européenne pour le " non " à la constitution " et l'appel voyait le jour, signé depuis par des individus et des organisations très divers..

" La gravité des menaces que fait peser ce projet de

constitution sur les droits des femmes donne en son sens à l'initiative ", explique Liliane Halls-Franco coanimatrice du réseau, dénonçant tout à la fois un modèle économique et social dont les femmes subissent les premières les conséquences, et une " contre-offensive patriarcale " à l'oeuvre dans toute l'Europe. Nous voulons favoriser les convergences contre ce projet et faire émerger une contribution féministe à la construction d'une autre Europe ", précise-t-elle. Pour Roser Palol Quevedo, syndicaliste et porte-parole de la campagne catalane pour le " non ", " la constitution de Giscard ne respecte ni les droits sociaux, ni les droits des femmes ".

Pour information et pour signer l'appel : [www://ife-efinoconstitution.org](http://www://ife-efinoconstitution.org)



## Rencontre pour le NON

Marie-George BUFFET  
et de nombreuses personnalités de notre région

mercredi 2 mars  
18h30 Halle aux toiles ROUEN

# Délocalisation La contre-offensive

Prévenir des risques de délocalisations, développer entreprises et services publics pour répondre aux besoins

Aujourd'hui, dans de nombreuses entreprises, les plans sociaux annoncés, comme les appels aux sacrifices salariaux ont pour origine un projet de délocalisation.

Après le textile habillement, l'automobile, l'assemblage des ordinateurs et les logiciels, ce sont des secteurs importants de la métallurgie comme la plasturgie, la mécanique, les équipements de la personne et de la maison, mais aussi certains services qui sont en cause.

Un formidable chantage se développe pour faire accepter les suppressions d'emplois, les fermetures de sites, de lignes de production ou de centres de recherche, le gel ou la diminution des salaires, l'augmentation du temps de travail et l'aggravation de son intensité.

## La Commissaire européenne veut « faciliter les délocalisations »

Les propos de Danuta Hübner plongent le camp du « oui » dans l'embarras.

La commissaire européenne à la politique régionale, Danuta Hübner, n'y est pas allée par quatre chemins pour vendre la mèche. Elle a déclaré, sans le moindre complexe, vouloir « faciliter les délocalisations en Europe ». Voilà, après la patate chaude de la directive Bolkestein, de quoi plonger un peu plus dans l'embarras le gouvernement français et le camp du « oui » au projet de constitution européenne.

On parle de 5 millions d'emplois exposés en Europe au risque de délocalisation. On mesure alors l'ampleur du problème avec une constitution européenne qui graverait dans le marbre la logique de mise en concurrence effrénée des salariés, sous la houlette de la Banque Centrale Européenne, avec l'élargissement de l'Union.

11 000 emplois ont été délocalisés ces douze derniers mois en France. La peur des délocalisations se diffuse de région en région. Au rythme de près de 1 000 suppressions d'emplois par mois, plus de

4000 emplois industriels ont disparu en 2004 en seine-maritime

Gardy, Sidel en ce moment, Areva, Alcatel, Palace-parfums, les 350 emplois supprimés dans la vallée de la Bresle, et avant encore Lucent, Viasystems, Borden etc... Autant de coup portés contre les salariés dans des secteurs qui n'ont pas besoin de cette casse supplémentaire.

Les chiffres de l'enquête CSA-L'Expansion-France Inter sont édifiants : la majorité des Français estiment que la délocalisation des entreprises françaises est un « phénomène grave » (88 %) et « durable » (70 %). Plus d'un Français sur trois considère que son « propre emploi ou celui d'un de ses proches » est directement menacé. C'est considérable : le tableau est plus noir encore qu'il y a dix ans, quand les Français jugeaient de manière très négative l'impact de la mondialisation sur leur mode de vie. L'année 2004 marquera sans doute une nouvelle date repère dans l'histoire sociale française.

On comprend donc l'empressement de la droite à dénoncer "Bruxelles" quand une Commissaire exprime librement ce qui est le résultat du texte de la constitution !

## Bâtisseurs de L'EUROPE DES PEUPLES

**Le PCF entend aider les luttes et le débat pour une contre-offensive face aux délocalisations avec des propositions et des initiatives politiques rassembleuses.**

**1** **Éléments de riposte immédiate** : ♦ Exiger des préfets des moratoires suspensifs pour examiner, avec des cellules de crise, incluant les salariés, leurs syndicats et les élus, la situation et voir si des possibilités alternatives existent pour répondre à la pression concurrentielle par la baisse d'autres coûts que les coûts salariaux et avec de nouveaux financements.

- ♦ Exiger de faire rembourser par l'employeur toutes les aides publiques dont il a pu bénéficier y compris pour passer aux 35 heures ou en matière de taxe professionnelle, s'il refuse de négocier.
- ♦ De réclamer la création de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation afin d'encourager les entreprises concernées à sécuriser les emplois et les formations en se modernisant, au lieu de délocaliser. Ces Fonds prendraient en charge une partie des intérêts versés aux banques par les entreprises pour leur crédit à l'investissement. La prise en charge (bonification) serait d'autant plus importante que l'entreprise concernée s'engagerait à maintenir ou créer des emplois et à former ses personnels. Chaque Fonds régional pour l'emploi et la formation pourrait être immédiatement amorcé par le redéploiement, à cet effet, d'une partie des crédits d'action et de développement économique du budget du Conseil régional.

**2** **La lutte contre les délocalisations** destructrices impose donc une mise en cause radicale du projet de Constitution. Mais elle invite aussi à ce que des dispositions immédiates et à plus long terme de sécurisation soient prises concernant tout ceux qui risquent d'être victimes des délocalisations.

Dans ce but, nous proposons :

- ♦ Que soit décrété dans les secteurs les plus exposés aux délocalisations et restructurations en Europe un " état de crise manifeste " suspendant l'effondrement des prix et les guerres concurrentielles pour organiser les coopérations de partage des productions et des recherches, maîtriser les marchés, mobiliser les financements avec une réorientation de la BCE ;
- ♦ Que soient mises en place des taxations communes dissuasives, en fonction des différentiels sociaux, sur les importations de production délocalisées dans les pays à faible coût salarial.
- ♦ Que soient décidées de nouvelles aides publiques européennes qui conditionneraient des crédits favorisant l'essor des productions nationales, des emplois et des formations dans les pays ainsi aidés. Ceux-ci achèteraient les équipements nécessaires aux pays européens dans le cadre de protocoles très nouveaux de coopération.

Tout de suite, sans attendre, le PCF appelle au travail pour aider au développement des batailles et au rassemblement, entreprise par entreprise, bassin par bassin, région par région et à l'échelle du pays. Il s'agit ainsi d'ouvrir les voies d'un tout autre droit social face aux restructurations.

les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les

### La quinzaine des forums débats

#### PETIT-QUEVILLY

samedi 26 février  
Salle des Fêtes, rencontre-débat à 15h30 autour du projet constitutionnel, suivi d'un buffet et d'une soirée dansante.  
Contact pour inscription :  
Monique Leger  
02 35 07 89 80

#### SOTTEVILLE-LES-ROUEN

Rencontre avec les cheminots le mardi 29 mars avec Jacky Hélin  
Député européen

#### PETIT-COURONNE

Lundi 28 février

#### GONFREVILLE L'OR-CHER

rencontre autour du NON organisée le 22 mars à 18h00 salle des fêtes de la mairie

#### ST ETIENNE DU ROUVRAY

Samedi 5 mars 10 h rassemblement "pour un autre avenir" Chateau-blanc devant le "mutant"

#### LE HAVRE ET SA REGION

mercredi 23 février  
assemblée adhérents  
52, rue Labédoyere

Samedi 5 mars  
assemblée cheminots avec Daniel PAUL

10 avril : assemblée populaire quartier de l'Eure

#### ST ROMAIN DE COLBOSC

samedi 6 mars 11h auberge restaurant l'Etape  
Route de Bolbec  
Beuzeville la Grenier

Le texte intégral de la constitution est publié par l'huma avec un decryptage des principaux articles  
prix au numero: 3€, au siege de la fédération



Le contenu du projet de loi sur l'école concocté par François Fillon, malgré les précautions de style et les envolées oratoires, est apparu pour ce qu'il était : un enseignement réduit à un socle minimum et des suppressions d'emplois dans l'éducation. En clair, une logique d'économie à l'image de ce qui s'est fait sur la santé et sur les retraites.

Les lycéens ont réagi vivement en manifestant. Ils savent que cette réforme, loin de réduire les inégalités, vise à accentuer les différences sociales. Le gouvernement, en quelque sorte, a voulu graver dans le marbre la réalité d'une école réservée à une élite appelée à assumer les hautes fonctions, et pour le reste, une autre école dont les élèves ont pour seul horizon le SMIC, la précarité, et l'exclusion.

Les parents d'élèves, les enseignants, pour leur part continuent de protester en organisant des occupations d'écoles et des **journées d'actions dans le département, Vendredi 25 février: écoles mortes et samedi 5 mars avec des manifestations: 14h30, au Havre à Franklin et à Rouen, place de la Cathédrale**.

Sébastien Jumel, conseiller général de Dieppe et vice président du conseil général en charge de l'éducation, a répondu à nos questions.

# L'égalité des chances à l'école ?

## Un excellent révélateur de la lutte des classes

**L'Avenir- L'ampleur des manifestations lycéennes t'a-t-elle surpris ?**

**Sebastien. JUMEL-** Pas vraiment. Le projet de réforme du BAC porte en lui, d'une manière quasi-caricaturale les orientations du gouvernement. On retrouve d'ailleurs, à la lecture des articles de la loi, le fil conducteur : réduire l'école à sa plus simple expression, à son minimum utilitaire. D'où sans doute la remise en cause du projet, baptisé réforme pour l'occasion, par l'ensemble des acteurs de l'éducation. Ces manifestations traduisent aussi, j'en suis convaincu, un malaise général de la société.

**La presse locale a souligné à plusieurs reprises ta présence aux différentes manifestations organisées par les parents d'élèves à Dieppe.**

**S.J.-** Soixante suppressions de postes d'enseignant ont été annoncées en Seine-Maritime pour les seules écoles maternelles et élémentaires (soit 100 suppressions de classes), mais la région de Dieppe qui cumule de nombreux handicaps économiques et sociaux est particulièrement touchée. Au début, pas moins de onze fermetures de classe étaient envisagées. La mobilisation a conduit l'Inspection à un recul à 4 classes, ce qui est encore inacceptable. Outre mes interventions auprès du Ministre de l'Education Nationale et de l'Inspecteur d'Académie, j'ai émis l'idée de créer un comité de soutien de sauvegarde de nos écoles.



Dieppe : occupation d'écoles contre les fermetures de classes

**Plus précisément, la mobilisation ne concerne pas seulement les fermetures de classes ?**

**S.J.-** Dans la mesure où le renoncement à faire réussir tous les élèves se

confirme, je ne crois pas, en effet, que le mécontentement va retomber comme un soufflet. La formation des enseignants, l'éducation spécialisée, l'accueil des enfants de deux à trois ans ou le remplacement des enseignants, ne sont pas prêts, dans le cadre fixé par la nouvelle loi Fillon, d'être améliorés.

A titre d'exemple, à l'école maternelle Thomas à Dieppe, il a fallu attendre plusieurs jours pour qu'une institutrice soit remplacée, les parents ont été invités à garder leurs enfants chez eux. J'ajoute, que dans ce contexte, l'attitude du député maire Edouard Leveau est affligeante. Il ne se contente pas d'accompagner les mauvais coups du gouvernement comme le ferait n'importe quel député de droite, il en rajoute, en annonçant, par exemple, la suppression du groupe scolaire Boudier.

**Les collèges, par contre, relèvent directement du conseil général**

**S.J.-** Oui pour ce qui concerne les bâtiments, les équipements et le fonctionnement. Les programmes, les enseignants sont du domaine du gouvernement qui applique là aussi la même logique, celle de la règle à calcul sans prise en compte des réalités locales, de l'intérêt des enfants et de la qualité de l'enseignement. Les zones d'éducation prioritaire sont frappées les premières, à l'exemple de projets visant à fermer des collèges à faible effectif dans les quartiers difficiles du Havre ou des hauts de Rouen.

**Des collèges de qualité pour tous, c'est toujours d'actualité au conseil général ?**

**S.J.-** Absolument ! En 2004 et plus fortement en 2005, cette volonté s'est traduite par une augmentation de 10 % de la dotation de fonctionnement, un programme pluriannuel d'investissement, un doublement des dotations ZEP et un deuxième jeu de livres pour les élèves de sixième pour tout le département.

Dans la région Dieppoise, cela se traduit par l'inscription budgétaire d'une salle d'évolution sportive au collège Braque, des équipements sportifs adaptés aux besoins des collèges Camus et Dumas de Neuville ou bien encore la restructuration lourde prévue à Rachel Salmona au Tréport.

## Populaire de qualité

### “Les vivants et les morts” de Gérard Mordillat

Gérard Mordillat publie, avec *les vivants et les morts*, un livre de littérature comme on n'en fait plus en France depuis ... depuis Roger Vaillant, Jean Vautrin ou François Bon, peut-être. Ces deux auteurs sont d'ailleurs de la même veine : issus d'un milieu modeste, populaire donc, forcément de gauche. Bref, l'éclectique Mordillat s'est lancé dans une entreprise périlleuse, puisque ce roman fleuve, au titre à la Tolstoï, a pour ambition de narrer l'histoire d'une cinquantaine de personnages confrontés à la fermeture de leur usine. La “Kos” représente ce monde où la raison financière l'emporte sur la valeur humaine : qui doit mourir, qui doit vivre? qui aura le droit de garder son travail? de se faire exploiter pour nourrir sa famille... On en est encore là en 2005, semble-t-il dire. Mordillat décrit la tragédie de l'illusion. Cette société basée sur le mensonge, l'image, les leurres, la communication, la désinformation en fait. Des hommes sombrent, d'autres luttent. Reste leur histoire, à la fois ordinaire et pathétique, au sens où sans leur usine ils n'ont plus de vie. ■ **Guillaume Chérel**, regards, février 2005



Gérard Mordillat, les vivants et les morts, Calman-Lévy, 700p. disponible à la librairie Renaissance, Rouen

## Département/démocratie

# Contrôle de l'utilisation des fonds publics

## La démocratie et l'efficacité au coeur de nos interventions

Les élus communistes ont toujours réclamés la mise en place de commissions de contrôle des aides publiques accordées aux entreprises, à la demande des élus communistes cette instance a été mise en place au sein du conseil général et a montré son utilité dès sa première réunion.

Jean-Louis JEGADEN, conseiller général, président du groupe des Elus Communistes : “ La réunion de cette instance de contrôle, que nous avons réclamée et pour laquelle nous nous sommes fortement engagés, a ainsi montré l'utilité de notre combat pour un réel contrôle des fonds publics accordés aux entreprises, qui dans notre esprit doit véritablement servir l'emploi et le droit du travail à l'heure où celui-ci est largement battu en brèche par la droite libérale. L'un de ces dossiers, à notre demande, a été déclaré irrecevable suite au non respect par l'employeur des règles élémentaires relatives au droit du travail (refus de procéder à des élections de délégués du personnel notamment)”

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur les sites : [www.elus76.com](http://www.elus76.com) et [www.avec-vous-un-projet.org](http://www.avec-vous-un-projet.org)

## En mouvement

### ■ EDF-GDF

VAUPALIÈRE : mobilisation des salariés EDF-GDF pour s'opposer à ce qu'il faut bien appeler une vengeance. A défaut de pouvoir mettre en cause le droit de grève, 60 salariés, pas moins, convoqués par la direction d'EDF elle-même devant la gendarmerie pour une action menée le 8 avril ...2004, journée d'action nationale EDF. Cette tentative d'intimidation doit être stoppée immédiatement!

### ■ SNECMA:

S'opposer à la privatisation: L'initiative de l'OPA/OPE de la SAGEM sur la SNECMA a

été prise par le gouvernement et s'inscrit dans le mouvement de privatisation accéléré.

Le PCF s'oppose à ce processus qui ne fait qu'affaiblir le potentiel de développement de la France et de l'Europe et ne porte rien de bon pour les salariés.

Les salariés, dont des établissements sont présents dans notre département, ont été tenus à l'écart. Ils seront pourtant victimes des programmes de redécoupages qui accompagnent ce genre de fusion.

L'action est nécessaire pour mettre en échec l'opération

de privatisation et exiger la prise en compte des solutions alternatives dans les CE et CCE.

### ■ Transmanche et réparation navale

Absence de car-ferry entre Dieppe et Newhaven.

Le premier en révision à Anvers, l'autre, accidenté, parti se faire réparer en Espagne.

La Commission Européenne a liquidé la réparation navale au Havre en exigeant le remboursement des aides nationales sous prétexte de “libre concurrence”. Au total : perte d'emplois et insécurité maritime!..... **nous y reviendrons**

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur:

[www.pcf76.fr](http://www.pcf76.fr)



N° 2

Daté du 21/02/2005

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : [Avenir@pcf76](mailto:Avenir@pcf76)

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

CPPA : numéro en cours d'attribution